



Observatoire partenarial
de l'économie, du
rayonnement
et de l'attractivité
novembre 2025

EMPLOI : L'AIRE D'ATTRACTION DE TOULOUSE RÉSISTE GRÂCE À L'AÉRONAUTIQUE ET À SA DÉMOGRAPHIE

Avec 2 140 postes supplémentaires, l'aire d'attraction toulousaine a encore dégagé des gains d'emplois malgré un net ralentissement économique en 2024. Cette résilience s'explique par deux moteurs principaux qui compensent les baisses constatées par ailleurs : la vitalité persistante de la filière aéronautique et la dynamique des services aux particuliers reposant sur le vieillissement de sa population et son attractivité résidentielle.

La dynamique post-covid de création d'emplois salariés s'essouffle

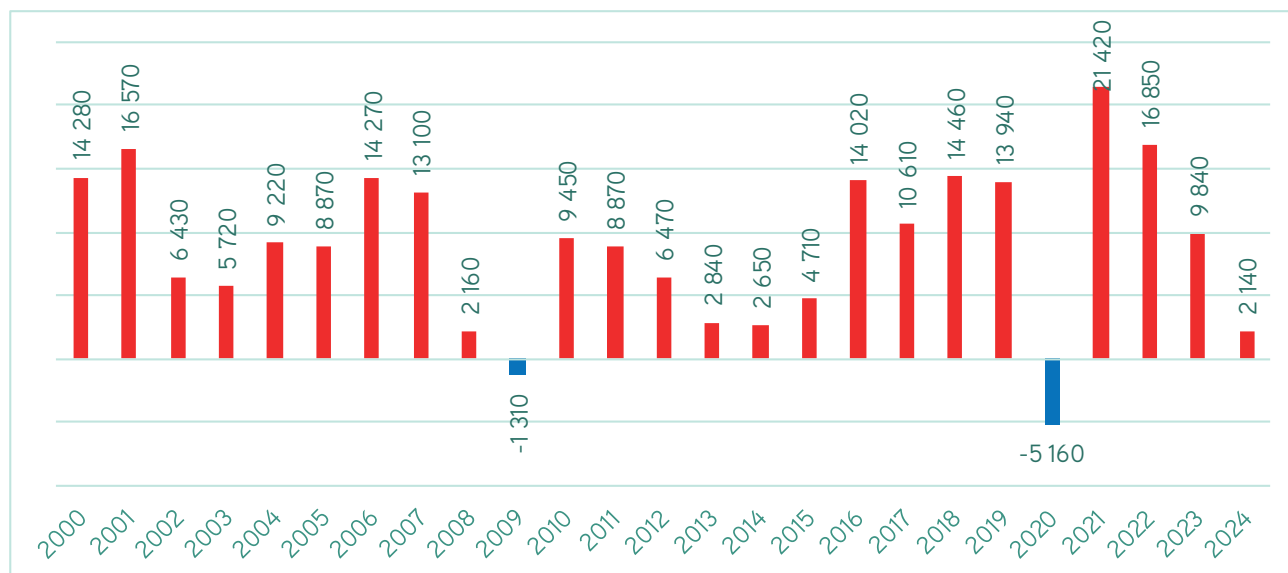
L'aire d'attraction de la ville (AAV) de Toulouse a enregistré 2 140 créations nettes d'emplois salariés privés en 2024, confirmant un ralentissement marqué après les pics post-covid (+9 840 en 2023 et +16 850 en 2022). Cette décélération acte la fin du rebond exceptionnel de l'emploi et le début d'un nouveau moment qui, comme le précédent, illustre la singularité de l'économie toulousaine. Alors que la reprise post-covid avait été plus tardive dans l'aéronautique, ce secteur est désormais un des seuls à maintenir une forte dynamique, créant de son côté 2 300 emplois en 2024. Parallèlement, la démographie constitue un second levier de croissance : l'attractivité résidentielle et le vieillissement de la population stimulent

les services aux particuliers. Ces deux ressorts – l'aéronautique et les services liés à la population – compensent les pertes d'emplois enregistrées dans la construction, les services aux entreprises et le commerce de gros, illustrant la résilience structurelle du bassin toulousain.

Au premier semestre 2025, les effectifs salariés privés se sont accrus de +800 postes (soit +0.2%) en Haute-Garonne. Alors que l'emploi dans l'intérim est stable, les gains dégagés dans l'industrie (+1 170) et dans l'hébergement et la restauration (+530) font plus que compenser les pertes constatées dans le commerce (-320), la construction (-230) et le reste des services (-310).

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire d'attraction de la ville de Toulouse

Source : Unedic 2000-2006 et Urssaf Caisse nationale 2006-2024, CC AUAT 2025



Avertissement :

Évolution des données mobilisées :

à partir de l'année 2006, les séries statistiques mobilisées sont celles de la Caisse nationale de l'Urssaf et intègrent depuis 2023 les effectifs d'apprentis. Avant 2006, les données mobilisées étaient celles de l'Unedic.

Particularité statistique de l'année 2020 en matière d'emploi :

du début du premier trimestre 2020 au courant de l'année 2021, le contexte de l'emploi salarié privé a été bouleversé par la pandémie de covid-19 et les interventions de l'Etat, en soutien et en relance de l'économie. À court terme, ces mesures sanitaires ont entraîné des conséquences économiques brutales et sans précédent (succession de phases d'arrêt et de redémarrage). De façon à prendre en compte le caractère assez atypique de l'économie en cette période, il apparaît préférable de ne pas prendre en compte les données statistiques de l'année 2020 et donc de comparer la situation 2021 à celle de 2019, qui est la dernière année avant la survenue de la pandémie.

Toulouse résiste mieux au ralentissement que la plupart des autres grandes aires d'attraction.

La période exceptionnellement favorable pour l'emploi privé postérieure à la crise sanitaire est désormais close. Au niveau national, la croissance annuelle est passée de +2% en 2022 à seulement +0,1% en 2024. Cette dynamique, déjà concentrée dans les grandes aires urbaines ces deux dernières années, s'y est considérablement affaiblie.

Dans ces aires, le taux de croissance est tombé de +2,4% en 2022 à +0,2% en 2024. Toulouse n'a pas échappé à cette tendance, avec un recul de 3 points. Seule Lyon fait exception, parvenant à maintenir une croissance d'au moins 1% depuis 2023.

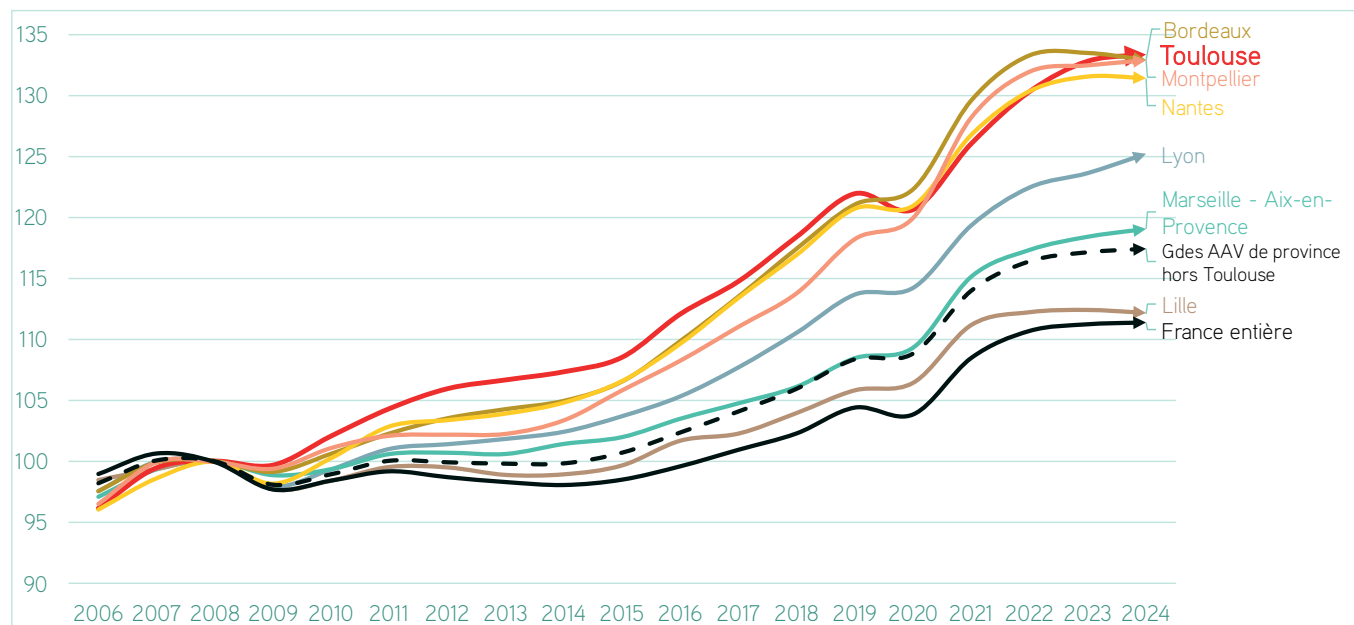
Demeurée positive dans la moitié des grandes aires d'attraction, la création d'emplois salariés privés est surtout désormais le fait de quatre d'entre-elle, Lyon et Paris (+11 700 et +9 100 postes) suivies dans des volumes nettement moindres par Marseille-Aix et Toulouse (+3 400 et +2 140). Dans l'autre moitié des grandes aires, l'emploi salarié privé s'est érodé,

le mouvement étant particulièrement marqué à Bordeaux et Lille (-1 980 et -1 100 postes). En 2024, les plus grandes aires auront globalement dégagé un solde positif d'emploi de +24 670 postes (31 201 postes « gagnés » vs 6 540 « perdus »).

Avec près de 132 000 postes supplémentaires depuis la fin des années 2000 (soit +1,8%/an et +8 240 postes/an), dont 45 000 depuis 2019, Toulouse occupe les premières places en matière de créations d'emplois, en volume, comme en rythme d'évolution, derrière Lyon (+11 700) mais devant Bordeaux (+7 000), Marseille-Aix (+6 300), Nantes (+5 700), Montpellier (+3 700) et Lille (+3 400). Depuis la sortie de la crise covid, le rythme de création d'emplois est néanmoins un peu moins soutenu à Toulouse que dans l'ensemble de ces aires (entre +1,9%/an et +2,4%/an vs +1,8%/an) à l'exception de Nantes et Lille (+1,7%/an et +1,2%/an).

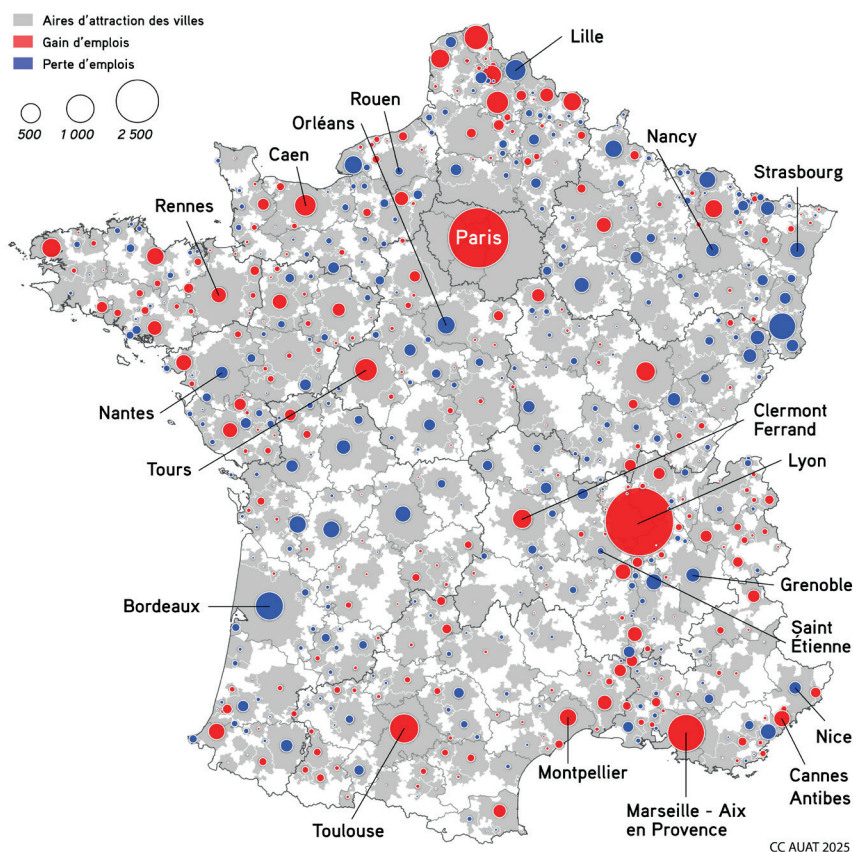
Évolution de l'emploi salarié privé par aire d'attraction de province (base 100 en 2008)

Source : Urssaf Caisse nationale de 2006 à 2024, CC AUAT 2025



Évolution de l'emploi salarié privé entre 2023 et 2024 par aire d'attraction

Source : Urssaf Caisse nationale de 2023 à 2024, CC AUAT 2025

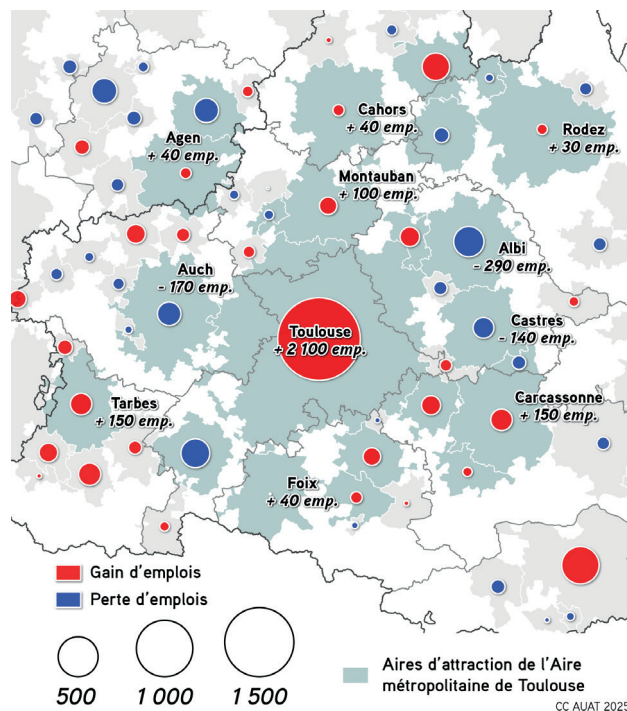


Les grandes aires d'attraction de province : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires d'attraction françaises, en dehors de Paris. Ce panel se compose des 18 plus grandes aires de province hors Toulouse (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix-en-Provence, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Rennes, Grenoble, Rouen, Nice, Toulon, Tours, Nancy, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Caen, Orléans, Angers.

Emploi salarié privé dans l'aire métropolitaine de Toulouse

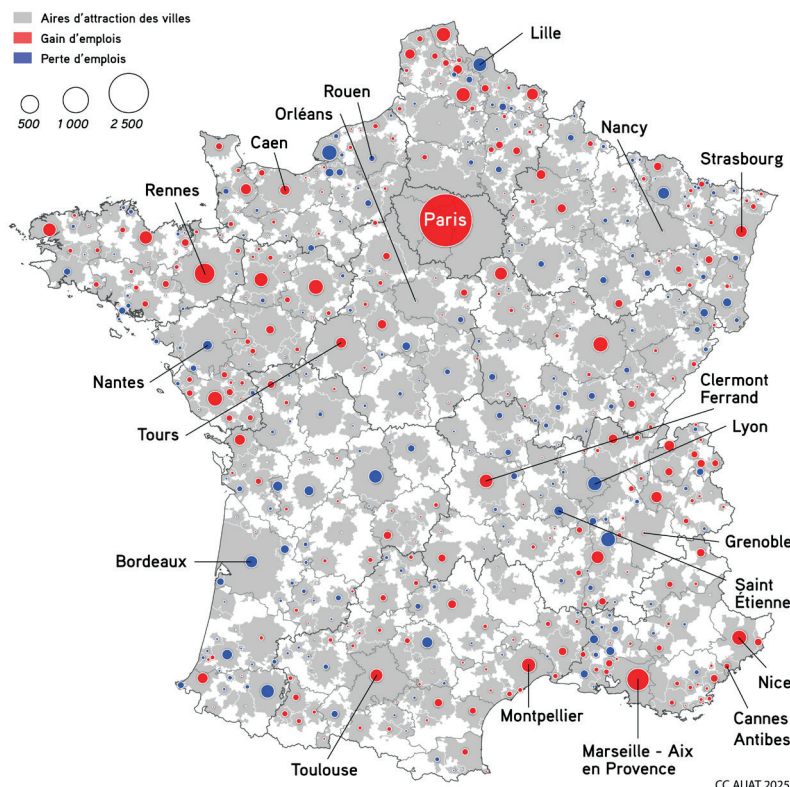
Source : Urssaf Caisse nationale de 2023 à 2024, CC AUAT 2025



Évolution de l'emploi salarié privé entre 2023 et 2024 par aire d'attraction dans la **sphère productive**

Activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors du territoire et des activités de services, tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

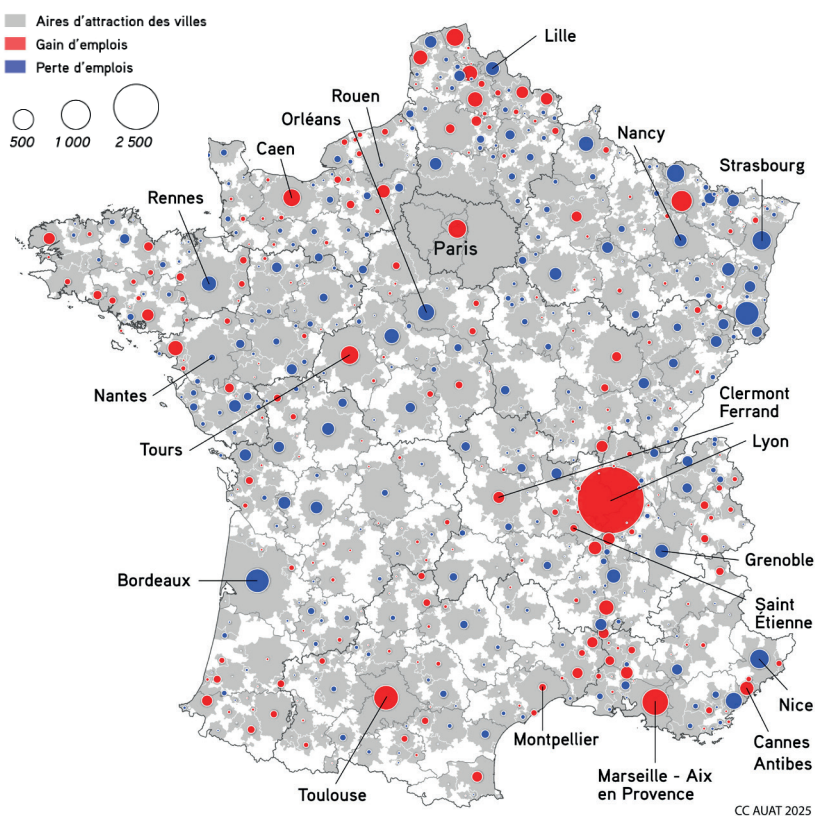
Source : Urssaf Caisse nationale de 2023 à 2024, CC AUAT 2025



Évolution de l'emploi salarié privé entre 2023 et 2024 par aire d'attraction dans la **sphère résidentielle**

Activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

Source : Urssaf Caisse nationale de 2023 à 2024 CC AUAT 2025



La croissance de l'emploi toulousain est d'abord portée par les actives productives.

En 2024, l'emploi privé toulousain confirme la forte orientation « productive » de ses gains d'emplois : 78 % des postes créés relèvent de ce secteur, contre 74 % l'année précédente. Cette tendance, observable depuis le début des années 2010 (hors période covid), distingue Toulouse de nombreuses autres grandes aires.

Comme dans 6 autres grandes aires, les gains d'emplois y sont générés à la fois par les activités productives et résidentielles. A Toulouse comme à Marseille-Aix, Caen et Tours, le moteur est majoritairement productif alors qu'à Paris, Montpellier et Clermont-Ferrand, il est d'abord résidentiel.

Dans 5 autres grandes aires, l'érosion de l'emploi salarié privé relève des activités productives et résidentielles. A Bordeaux et Orléans, les pertes sont ainsi un peu plus marquées dans la sphère productive à l'inverse de Lille, Nantes et Rouen.

Dans les grandes aires restantes, activités productives et résidentielles suivent des tendances opposées. À Lyon, les pertes des secondes sont très largement compensées par les gains des premières.

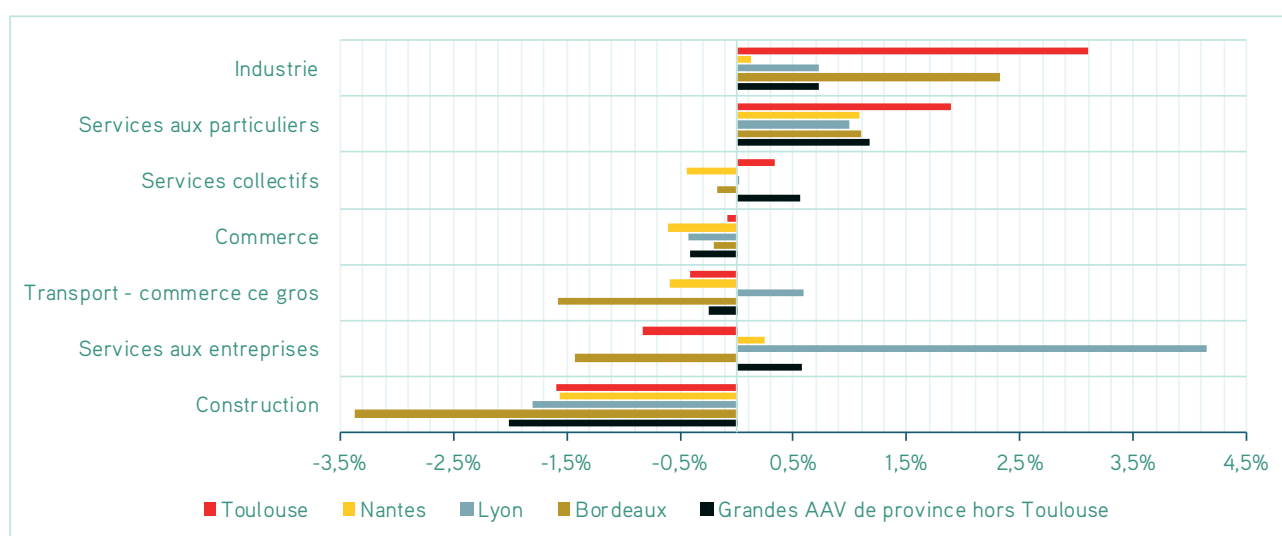
Des gains annuels fortement stimulés par l'aéronautique

Dans l'AAV de Toulouse, l'érosion de l'emploi salarié privé en 2024 dans les services aux entreprises, la construction et l'ensemble transport-commerce de gros (respectivement -1 220, -640 et -230 postes) est plus que compensée par les gains dégagés dans l'industrie, les services aux particuliers et les services collectifs (+2 750, +1 280 et +250). Dans le commerce, l'emploi est quasi-stable (-40).

Du fait de l'imprégnation du tissu entrepreneurial toulousain, les résultats en matière d'emplois productifs (dans l'industrie et dans les services aux entreprises) sont notablement corrélés aux performances de l'aéronautique qu'il s'agisse de ses activités constituant le cœur de la filière¹ (+2 300 postes soit +5,3%) que de celles qui leurs sont connexes² (+920 soit +1,8%). Dans l'industrie, l'emploi salarié privé s'accroît annuellement de +3,1% mais seulement de +0,5% pour les seules activités peu ou pas liées à la filière aéronautique. De même, le recul de l'emploi est plus marqué dans les services aux entreprises : -1,6% au lieu de -0,8%. Plus largement, l'impact de la filière aéronautique sur l'ensemble de l'emploi salarié privé toulousain est particulièrement notable en 2024, dans la mesure où, en dehors des activités sur lesquelles elle a peu de liens, il est annuellement en léger recul (-0,3%).

Évolution de l'emploi salarié privé par grands secteurs d'activité en 2024

Source : Urssaf Caisse nationale 2023-2024, CC AUAT 2025



1 Il s'agit des activités de construction aéronautique et spatiale, de celles de fabrication d'équipements d'aide à la navigation, de celles d'intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions et de celles de réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux.

2 Il s'agit d'activités implantées sur le territoire dont les commandes dépendent en grande partie des entreprises du cœur de la filière aéronautique et spatiale : ingénierie, études techniques, recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles, analyses, essais et inspections techniques, édition de logiciels applicatifs, mécanique industrielle...

Par rapport aux autres grandes aires d'attraction de province, une seconde clé de compréhension de la performance toulousaine annuelle se trouve dans l'orientation globalement favorable (ou moins défavorable) de son portefeuille d'activités, qu'il s'agisse de secteurs orientés à la hausse (l'industrie, les services aux particuliers) ou à la baisse (commerce et construction) à l'exception des services aux entreprises. Marseille-Aix est dans une situation assez proche, tous ses grands secteurs d'activités étant plutôt mieux orientés. À Lyon comme à Montpellier, les choses sont un peu plus nuancées, l'orientation favorable de leur portefeuille étant contrebalancée modérément dans l'industrie et les services aux particuliers pour la première et la construction pour la seconde. Dans le cas lyonnais, le fort dynamisme annuel dans les services aux entreprises contribue notablement à la performance d'ensemble. À Montpellier, la tendance dans les services aux particuliers et dans les services collectifs ne se révèle pas aussi décisive dans le résultat annuel de l'emploi. Quant à Bordeaux et Lille, les portefeuilles y sont globalement moins bien orientés en 2024, même si de meilleurs résultats sont enregistrés en matière d'emploi dans l'industrie pour la première et le commerce pour la seconde.

Tendances de l'emploi dans l'aire métropolitaine toulousaine

À l'image de Toulouse, les aires d'attraction de Tarbes, Montauban et Gaillac cumulent des gains d'emplois dans les activités productives et les activités résidentielles. Selon les territoires, l'emploi progresse de +100 à +150 postes. A Castelnaudary et Pamiers où plus d'une centaine d'emplois supplémentaires sont enregistrés, les pertes dans les activités résidentielles sont plus que compensées par les gains dans les activités productives. Du côté de Carcassonne, Cahors et Foix, les gains dégagés par les activités résidentielles font plus que couvrir le recul dans les productives. Carcassonne gagne +150 emplois et les deux autres aires, +40 chacune.

Avec un emploi salarié privé en recul respectivement de 290 et 260 postes, les aires d'Albi et de Saint-Gaudens se distinguent. Pour la première, le tassement des activités résidentielles est largement supérieur aux gains dans les activités productives. Dans la seconde, les activités productives et les résidentielles sont toutes orientées défavorablement. À Auch comme à Graulhet, la situation est analogue mais avec des reculs de l'emploi moins marqués. À Castres, les 140 emplois « perdus » sont essentiellement dus à un recul des activités productives. Quant à Tarascon-sur-Ariège, elle se démarque par la quasi-stabilité de l'emploi aussi bien dans la sphère productive que résidentielle.

Évolution de l'emploi salarié privé par grandes aires d'attraction de l'aire métropolitaine toulousaine

Source : Urssaf Caisse nationale 2006-2024, CC AUAT 2025

| | Effectifs | Évolution annuelle | | dont activités productives |
|---------------------|-----------|--------------------|------|----------------------------|
| | 2024 | Solde | % | Solde |
| Toulouse | 527 320 | 2 140 | 0,4 | 1670 |
| Montauban | 34 820 | 100 | 0,3 | 40 |
| Albi | 33 810 | -290 | -0,8 | 60 |
| Tarbes | 32 440 | 150 | 0,5 | 20 |
| Carcassonne | 25 030 | 150 | 0,6 | -60 |
| Castres | 23 840 | -140 | -0,6 | -150 |
| Auch | 14 570 | -170 | -1,2 | -90 |
| Cahors | 12 740 | 40 | 0,3 | -80 |
| Saint-Gaudens | 11 920 | -260 | -2,1 | -120 |
| Pamiers | 10 700 | 100 | 0,9 | 130 |
| Castelnaudary | 6 440 | 120 | 1,8 | 150 |
| Foix | 5 420 | 40 | 0,8 | -20 |
| Gaillac | 5 220 | 120 | 2,4 | 20 |
| Graulhet | 2 830 | -60 | -2 | -50 |
| Tarascon-sur-Ariège | 840 | -10 | -1,6 | 10 |

Évolution par grands secteurs d'activité en 2024 dans l'aire d'attraction de Toulouse

+2 750 postes dans l'industrie

Tiré par le fort dynamisme de la filière aéronautique, l'emploi industriel continue de se développer. Si la création d'emplois ralentit en 2024 par rapport à l'année précédente (+3,1% vs +4,5%), elle reste équivalente à celle de 2022 et au plus haut niveau du début et de la fin de la décennie 2010. La construction aéronautique et spatiale a ainsi généré plus de la moitié des gains d'emplois industriels (+2 100 postes). Avec les activités de réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux (+150), ce sont 6 nouveaux emplois industriels sur 10 en 2024.

Concernant les activités industrielles qui perdent de l'emploi, celles de la fabrication d'équipements électriques et d'électroniques automobiles ressortent (-170 postes) au diapason de la morosité du secteur au niveau européen.

En 2024, peu d'activités industrielles enregistrent des mouvements d'emplois notables en dehors de la construction aéronautique et spatiale. La nomenclature d'activité ne permet d'ailleurs pas de segmenter aéronautique, spatial et défense pour objectiver les dynamiques respectives de chacune.

+1 280 postes dans les services aux particuliers

Le secteur continue de bénéficier d'une dynamique soutenue (+1,9% vs +2,4 l'année précédente) portée par les métiers du soin qu'ils relèvent du *care*³ (+690 postes), ou du *cure* (+210). Leurs gains sont complétés par ceux des activités récréatives et de loisirs (+300).

Le *care* comporte deux activités qui recrutent (accueil du jeune enfant, +420 et l'aide à domicile, +180) et une qui perd notablement de l'emploi (hébergement médicalisé pour personnes âgées, -220). Du côté du *cure*, les activités hospitalières (+120) et dentaires (+80) continuent de croître tandis que celles d'analyses médicales (-80) refluent.

Structurellement, l'allongement de la durée de vie, la hausse des normes de prise en charge des personnes dépendantes et le développement de l'activité féminine salariée concourent à générer une forte demande de *care* pour les personnes âgées et les jeunes enfants qu'illustrent l'accroissement des métiers du soin. Le contexte contraint des finances publiques a pu aussi modérer la satisfaction de ces besoins notamment en hébergements spécifiques.

+250 postes dans les services collectifs

Le secteur reste toujours créateur d'emplois mais à un rythme qui s'apaise au fil des ans depuis la fin de la sortie de crise sanitaire (+9% en 2022, +4,5% en 2023 et +1% en 2024).

Parmi les services collectifs qui embauchent, peuvent être cités l'enseignement (+220), les activités vétérinaires (+150), et l'hébergement (+120) qu'il soit hôtelier, touristique (hors celui de plein air) ou destiné, pour des plus longs séjours, à des étudiants ou à des travailleurs. Concernant les services collectifs qui perdent de l'emploi, les agences immobilières (-350 postes comme en 2023) et les télécommunications filaires (-230) se distinguent. Les premières doivent faire avec la morosité du marché du logement. Quant aux secondes, elles sont affectées par les évolutions structurelles des télécoms (développement de la fibre, du cloud, de la cybersécurité, fin annoncée de l'ADSL et du réseau cuivre) et la rationalisation des coûts de main-d'œuvre.



3 Activités du soin donné à autrui en dehors du geste médical purement technique

D'autres types de services collectifs connaissent des évolutions contrastées en leur sein. Dans la restauration, les activités « traditionnelles » perdent autant d'emplois que leurs homologues « rapides » (260 postes). De même, dans la finance et l'assurance, l'emploi dans la banque recule (-140) alors qu'il se développe dans l'assurance (+130) et la gestion de fonds (+100).

-40 postes dans le commerce

Depuis 2022, l'emploi commercial toulousain se distingue par sa relative stabilité (-0,1% vs +0,3% l'année précédente). Les tendances sont diverses selon les types de commerce. Les supermarchés (+200 postes), les commerces d'alimentation générale (+110) ainsi que l'automobile, qu'il s'agisse de réparation (+180) comme de commerce (+80), continuent de dégager des gains d'emplois en nombre. Du côté des hypermarchés, l'emploi s'érode légèrement (-90). Deux types de commerce font face à une situation de l'emploi qui s'est dégradée en 2022 et s'est aggravée depuis : l'habillement (-140 comme en 2023 et -70 en 2022) et la vente à domicile (-190 après -70 pour les deux années précédentes).

-230 postes dans le transport et le commerce de gros

L'emploi est en léger recul après son embellie de l'an passé (-0,4% vs +1,1). Parmi les activités dont l'emploi est orienté à la baisse, peuvent être citées celles de poste et de courrier. L'emploi y recule dans les mêmes proportions qu'en 2023 (-160 postes), la baisse de la demande de services postaux traditionnels et leur réorganisation réduisant le besoin de main-d'œuvre. Dans le commerce de gros, l'emploi se tasse après deux années de croissance (-110 après +900 cumulés). L'emploi ne s'y développe qu'en matière de fournitures et équipements industriels (+170) et d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels (+90), deux types de commerce de gros dont une partie de l'activité est liée à la filière aéronautique. Dans le transport aérien, l'emploi est stable en 2024 mais il n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire (-300 postes par rapport à 2019). Au chapitre des activités qui recrutent, se distinguent le transport routier de voyageurs (+130 postes) après deux années de tassement, ainsi que l'entreposage et le stockage dont les gains d'emplois s'accroissent par rapport à l'année précédente (+210 postes après +120).

-640 postes dans la construction

L'emploi salarié privé dans le secteur de la construction poursuit sa baisse (-1,6%/an après -0,8%). Cette dégradation notable s'inscrit dans un contexte contrasté, marqué par des forces opposées qui influencent différemment l'emploi du secteur. Principal frein conjoncturel, un marché du logement

neuf fortement ralenti, encore pénalisé par le niveau des taux d'intérêt limitant l'accès au crédit immobilier et par une offre restreinte (rareté du foncier et volume déclinant d'autorisations de construction). Autant d'éléments qui pèsent directement sur les carnets de commandes des entreprises du bâtiment qu'il s'agisse d'activités de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment (-370 postes), de promotion immobilière (-180), de construction (-80) ou de finition (-300). À l'inverse, d'autres leviers offrent une résilience notable. Le marché de la rénovation énergétique, soutenu par les politiques publiques (MaPrimeRénov' et autres aides à la transition écologique et énergétique), maintient une activité soutenue comme l'illustrent les activités d'installation électrique (+270) et d'équipements thermiques et de climatisation (+60). Depuis 2021, ces activités génèrent 340 postes de gains annuels moyens. Autres facteurs de résilience de l'emploi, plusieurs grands chantiers urbains structurants qui sont en cours dans l'agglomération toulousaine : la ligne C du métro, la prolongation de la ligne B, les projets de réaménagement comme celui du quartier Guillaumet, ainsi que des opérations de végétalisation et de rénovation du centre-ville. Ainsi les gains d'emplois s'élèvent à +70 postes dans le génie civil, un niveau inférieur à sa moyenne depuis 2021 (+90).

-1 220 postes dans les services aux entreprises

En 2024, la forte dynamique de l'emploi en sortie de crise sanitaire (+7,2% en 2022) est révolue. Elle est désormais devenue négative (-0,8%).

En 2024, les plus grosses pertes d'emplois s'observent dans le traitement et l'hébergement des données (-870 postes), en informatique (-490 dans la programmation et -220 dans le conseil) et enfin dans la publicité (-290).

Concernant les activités de services aux entreprises dégageant des gains d'emplois, celles notoirement connexes à la filière aéronautique⁴ dégagent un tiers des nouveaux emplois dans les services aux entreprises. Les gains d'emplois les plus marqués sont à mettre au crédit du nettoyage de bâtiment et des activités d'ingénierie, d'essais et d'inspections techniques (+250 postes chacun) et de la recherche-développement en sciences physiques et naturelles (+190).

4 En particulier, les activités d'analyses, d'essais et d'inspections techniques et l'édition de logiciels (applicatifs, système et de réseau) et R&D scientifique hors biotechnologie.



Analyse par territoires de l'aire d'attraction de Toulouse

En 2024, gains et pertes d'emplois se révèlent assez concentrés géographiquement. Plus de 80% des emplois supplémentaires est le fait de trois territoires : d'abord Toulouse Métropole et dans une moindre mesure, la Gascogne Toulousaine et le Grand Sud Tarn et Garonne. Quant aux pertes, elles se concentrent dans des proportions similaires dans le Sicoval, le Muretain Agglo, le Grand Ouest Toulousain et les Hauts Tolosans. Sept autres territoires connaissent des évolutions assez modérées de l'emploi (moins de 50 unités) que ce soit à la baisse (Cœur de Garonne, Saves, Val'Aïgo, et Coteaux du Girou) comme à la hausse (Coteaux Bellevue, Bassin Auterivain Haut-Garonnais et Tarn-Agout).

Avertissement :

Dans la source statistique mobilisée pour cette analyse sur l'évolution annuelle de l'emploi, chacune des activités salariées est localisée au siège de l'employeur. Concernant particulièrement les activités de nettoyage⁵, ce lieu ne correspond pas à celui où il s'exerce. C'est pourquoi ces activités n'ont pas été prises en compte pour l'analyse qui suit..

Avec 1 780 postes supplémentaires, Toulouse Métropole représente 70% des gains d'emplois de l'AAV. Derrière cette évolution annuelle, des dynamiques assez contrastées s'observent selon les secteurs d'activité. Pour un certain nombre, l'emploi recule. C'est le cas en particulier pour les services aux entreprises (-1 180 postes dont -870 dans le traitement de données, l'hébergement et les activités connexes, -470 dans la programmation informatique). Dans des volumes moindres, sont aussi concernés la construction (-460 dont -200 en maçonnerie générale et -160 dans la promotion immobilière), les activités de postes et de courrier (-200) et le commerce de gros (-160). À l'inverse, deux secteurs d'activité dégagent l'essentiel des gains d'emploi importants qui font plus que compenser les « pertes » constatées : le cœur de la filière aéronautique toulousaine (+2 160 postes soit 60% de l'ensemble des emplois supplémentaires enregistrés dans la Métropole) et les services aux particuliers (+1 100 postes dont +270 dans l'accueil des jeunes enfants, +250 dans les activités de santé humaine et +230 dans les activités récréatives et de loisirs). Avec +300 emplois supplémentaires, les services collectifs peuvent aussi être cités.

En Gascogne Toulousaine, l'emploi s'accroît de +170 postes (+4%). Si la sous-traitance aéronautique (+20) et l'analyse et la certification techniques (+40) restent deux moteurs récurrents de la croissance, les activités d'installation électrique et d'intérim (+30) embauchent aussi notablement en 2024. Concernant le reste de l'emploi, les choses sont assez stables dans le commerce et le transport (entre +5 et +10 dans chaque cas), en léger recul dans la restauration mobile (-20) et bien orientés dans les services aux particuliers (+20).

Quant au Grand Sud Tarn et Garonne, il gagne 180 postes (+2,9%). Si l'emploi y connaît des reculs modestes dans les services aux particuliers, le commerce et les services collectifs (moins de 10 postes pour chacun), il y est résilient dans la construction (+20) et continue de croître dans l'aéronautique (+20). Dans le même temps, il se développe dans l'intérim (+50) et le transport routier de fret (+80) tiré par l'orientation positive de la zone logistique de Montbartier, une part notable des gains enregistrés pour ces deux types d'activités y étant localisés.

5 Il s'agit du groupe 81.2 de la Nomenclature d'activités française de l'INSEE qui comprend les activités de nettoyage intérieur de bâtiments de tous types, le nettoyage extérieur de bâtiments, les activités de nettoyage spécialisé de bâtiments et les autres activités de nettoyage spécialisé, le nettoyage de machines industrielles, le nettoyage de l'intérieur de citernes de transport par route ou par mer, les activités de désinfection et de destruction des parasites dans les bâtiments et les installations industrielles, le nettoyage de bouteilles, le balayage des chaussées, le déblaiement de la neige et de la glace.

Dans le Sicoval et le Muretain Agglo, les gains dégagés par la filière aéronautique se révèlent insuffisants pour compenser les pertes dans le commerce et les services aux entreprises. Avec un tassement global de 120 postes (-0,4%), le Sicoval enregistre les pertes les plus notables dans la vente à domicile (-120), la sécurité privé (-100), le conseil en systèmes et logiciels informatiques (-80). Concernant les gains, ils sont à mettre au crédit de la filière aéronautique et spatiale (+70 postes) essentiellement sous l'effet du développement des activités de drones.

Dans le Muretain Agglo, l'emploi recule de 180 postes. Par leur concentration à Portet-sur-Garonne et à Roques, les pertes dans le commerce de détail (-140) et la restauration mobile (-100 dont la moitié dans la restauration rapide) sont révélatrices de la conjoncture du moment dans les zones commerciales de ces villes. Autres activités dont l'emploi recule notablement, les télécommunications filaires (-80), le conseil en systèmes et logiciels informatiques (-50) et la sécurité privée (-40). Au chapitre des activités qui embauchent, l'industrie se distingue encore avec 180 postes dont près de la moitié relève d'un sous-traitant aéronautique.

Concernant les territoires dont le tissu entrepreneurial n'est pas empreint d'aéronautique, les transports et les services aux entreprises dessinent souvent la tendance annuelle de l'emploi.

Ainsi dans les Terres du Lauragais, les 140 emplois supplémentaires enregistrés sont le résultat du développement des activités de transport routier (+60 pour celui de voyageurs et +40 pour le fret interurbain)

ainsi que d'ingénierie et d'études techniques (+40) qui font plus que compenser l'orientation à la baisse de celles de construction (-30).

Dans le Frontonnais, l'emploi gagne une soixantaine de postes (+0,7%). Les principaux mouvements d'emploi reflètent la conjoncture du moment des activités implantées dans la plateforme Eurocentre : recul de l'intérim (-120) et le transport routier de fret (-50), embauches dans l'entrepôt et le stockage non frigorifique (+70) et au centre de tri postal (+40). Par ailleurs, l'emploi est stable dans l'industrie (+10) et se tasse dans la construction (-40) et les services aux particuliers (-20).

Dans les Hauts Tolosans, les 120 postes perdus (-3,7%) s'expliquent en particulier par un tassement de l'emploi dans l'ingénierie et les études techniques (-50) et dans les activités de transport de fret et de service de déménagement (-40).

En recul d'une soixantaine de postes, l'emploi dans le Grand Ouest Toulousain se distingue en 2024 par des pertes, en particulier, dans le transport routier de fret de proximité (-80) et dans la collecte de déchets non dangereux (-70). L'orientation globalement positive dans les services collectifs et les services aux particuliers n'arrive pas à contrebalancer ces baisses. Quant au Volvestre, l'emploi gagne +120 postes sous l'effet des gains relevant de l'accueil de jeunes enfants (+60) et de la restauration rapide (+30), les autres types d'activités connaissant des mouvements beaucoup plus limités (généralement moins de 10 emplois).

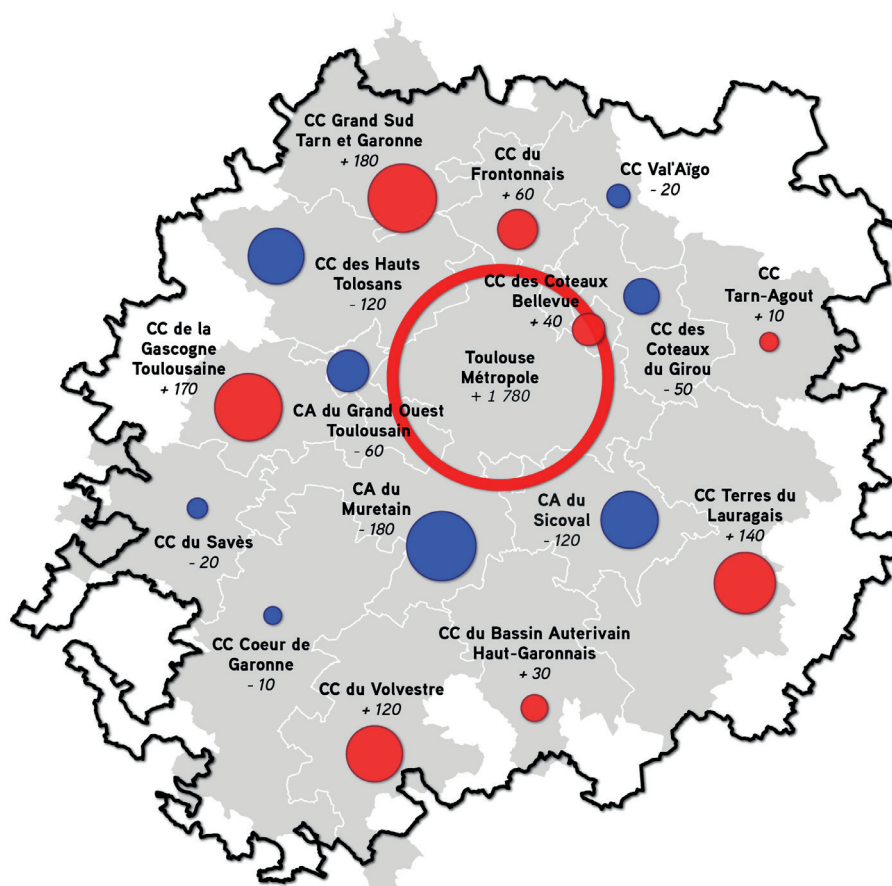
Évolution de l'emploi salarié privé par grandes intercommunalités

Source : Urssaf Caisse nationale 2006-2024, CC AUAT 2025

| | Effectifs 2024 | Évolution annuelle | | dont activités | |
|-------------------------------------|----------------|--------------------|------|-------------------------|------------------------------------|
| | | Solde | % | de la sphère productive | du cœur de la filière aéronautique |
| Toulouse Métropole | 383 196 | 1 778 | 0,5 | 2 040 | 1 778 |
| CA du Sicoval | 30 940 | -123 | -0,4 | -10 | -123 |
| CA Le Muretain Agglo | 26 374 | -182 | -0,7 | -480 | -182 |
| CC du Frontonnais | 8 609 | 60 | 0,7 | 70 | 60 |
| CC Le Grand Ouest Toulousain | 6 826 | 64 | -0,9 | -170 | -64 |
| CC Tarn-Agout | 6 647 | 13 | 0,2 | -20 | 13 |
| CC des Terres du Lauragais | 6 080 | 143 | 2,4 | 140 | 143 |
| CC Grand Sud Tarn et Garonne | 6 382 | 177 | 2,9 | 170 | 177 |
| CC du Volvestre | 5 265 | 120 | 2,3 | 30 | 120 |
| CC Cœur de Garonne | 4 949 | -12 | -0,2 | 10 | -12 |
| CC Bassin Auterivain Haut-Garonnais | 4 474 | 27 | 0,6 | -70 | 27 |
| CC de la Gascogne Toulousaine | 4 544 | 173 | 4 | 120 | 173 |
| CC des Coteaux Bellevue | 3 493 | 39 | 1,1 | 50 | 39 |
| CC des Hauts Tolosans | 3 069 | -118 | -3,7 | -80 | -118 |
| CC de Val'Aïgo | 2 985 | -20 | -0,7 | 20 | -20 |
| CC des Coteaux du Girou | 2 313 | -47 | -2 | 60 | -47 |
| CC du Saves | 909 | -15 | -1,6 | 20 | -15 |
| Occitanie | 1 540 945 | 4 730 | 0,3 | 2 650 | 2 680 |

Évolution de l'emploi salarié privé entre 2023 et 2024 par intercommunalités dans l'aire d'attraction

Source : Urssaf Caisse nationale de 2023 à 2024, CC AUAT 2025



CC AUAT 2025

Sources

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss-Urssaf). Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général (donc hors régime agricole) et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Il couvre ainsi l'ensemble des établissements cotisant aux Urssaf à l'exception de ceux appartenant au secteur public. Il exclut donc les établissements relevant du régime agricole (suivis par la CCMSA) et les particuliers employeurs. Ces derniers font l'objet d'un suivi statistique spécifique par Urssaf Caisse nationale. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DROM-COM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

Depuis 2023, la série statistique 2006-2022 mise en ligne par l'Urssaf Caisse nationale intègre les effectifs apprentis.

Du fait de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, apprentis et intérimaires mise en œuvre, Urssaf Caisse nationale publie chaque année une série statistique qui « écrase » celles précédemment diffusées. Des écarts peuvent ainsi être générés pour une même année issue de millésimes différents de séries statistiques.

Aire d'attraction d'une ville (AAV)

Selon l'INSEE, une aire d'attraction d'une ville est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi et d'une couronne qui rassemble les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Dévoilé fin octobre 2020, le zonage en aires d'attraction des villes (ZAAV) est un nouveau mode de représentation des dynamiques démographiques et spatiales développé par l'Insee succédant celui en aires urbaines.

Aire métropolitaine toulousaine

L'Ouest de l'Occitanie s'organise autour d'un réseau d'aires urbaines au centre duquel rayonne celle de Toulouse. Ce réseau est constitué des AAV d'influence des villes moyennes (Agen, Albi, Auch, Cahors, Carcassonne, Castelsarrasin, Castres, Figeac, Montauban, Pamiers, Rodez, Saint-Gaudens, Tarbes, Toulouse, Villeneuve-sur-Lot), et de petites villes (Carmaux, Castelnau-d'Aud, Decazeville, Foix, Gaillac, Lavaur, Limoux, Mazamet, Saint-Girons, Villefranche-de-Rouergue), qui gravitent plus ou moins dans l'orbite de la métropole régionale. Cette définition est le résultat de travaux conjoints menés par l'Insee Occitanie et l'AUAT.

La réalisation de cette publication a été permise par la mutualisation des moyens engagés par les membres de l'AUAT CC AUAT BY-NC-SA 4.0, sauf mention contraire.

Photos : © MEDIA LIBRARY SAFRAN, © PIXABAY.